



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 21/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT

Bourgueuil
Lieu-dit Bois de Chaleutre
71300 Mont-Saint-Vincent

Références : AC/MV/2024/C_162
Code AIOT : 0005401480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT implanté Bourgueuil Lieu-dit Bois de Chaleutre 71300 Mont-Saint-Vincent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la mise en service de l'exploitation de la carrière suite à la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale en octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU MONT SAINT VINCENT

- Bourgueuil Lieu-dit Bois de Chaleutre 71300 Mont-Saint-Vincent
- Code AIOT : 0005401480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société Carrières du Mont Saint Vincent faisant partie du groupe ROUGEOT. La carrière a fait l'objet d'une nouvelle autorisation environnementale de renouvellement et d'extension le 26 octobre 2023 pour une durée de 25 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 1.7.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 4 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.2 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 5 | Clôtures et barrières | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.3 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | Dossier préalable aux travaux d'extraction de la surface en extension | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.6 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 9 | Déboisement - défrichement | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.4.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------|---|-------------------|
| 1 | Phasage d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.5 | Sans objet |
| 3 | Information des tiers | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.1 | Sans objet |
| 6 | Eau de ruissellement | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.4 | Sans objet |
| 7 | Accès à la voirie | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.5 | Sans objet |
| 10 | Décapage des terrains | Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.4.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'inspection relève plusieurs non-conformités sur les points contrôlés conduisant à proposer une mise en demeure de respect de prescriptions.

L'exploitant a effectué les travaux préparatoires à l'exploitation de la carrière (jusqu'au décapage d'une partie de la surface correspondant à la première phase d'exploitation) mais n'a pas transmis le dossier préalable aux travaux d'extraction en préfecture.

Par ailleurs l'exploitant ne dispose pas de tous les prérequis nécessaires avant le démarrage des travaux notamment une caution financière permettant de couvrir le montant total des garanties financières exigé en première phase d'exploitation.

Il a été constaté le déboisement de toute la surface d'extraction en extension (zone sud) alors qu'il est exigé un déboisement (et un défrichement) coordonné au phasage d'exploitation.

La mise en sécurité de l'accès aux bassins de décantation des eaux de la carrière n'est pas réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.5 | | | | | |
|---|--|--|---|--|---|
| Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation | | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | | |
| L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases successives, sur deux zones d'extraction distinctes conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément aux tableaux suivant : | | | | | |
| Phase | D a t e prévisible de début de la phase | Surface en extraction (m ²) Z o n e d'extraction Nord | Surface en extraction (m ²) Z o n e d'extraction Sud | Volume/Ton n a g e commercialis able Z o n e d'extraction Nord | Volume/Ton n a g e commercialis able Z o n e d'extraction Sud |
| 1 | 2023 | 18900 | 14290 | 178 000 m ³ / 356 000 t | 124 000 m ³ / 248 000 t |
| 2 | 2028 | 18100 | 13370 | 160 000 m ³ / 320 000 t | 119 000 m ³ / 238 000 t |
| 3 | 2033 | 20200 | 12680 | 186 000 m ³ / 372 000 t | 130 000 m ³ / 260 000 t |

| | | | | | |
|---|------|-------|--------------|---|---------------------------------------|
| 4 | 2038 | 22800 | - | 297 000 m ³ / 594 000 t | - |
| 5 | 2043 | 26400 | - | 285 000 m ³ / 570 000 t | - |
| | | | Sous-totaux | 1 106 000 m ³ / 2 212 000 t | 373 000 m ³ / 746 000 t |
| | | | Total global | 1 479 000 m ³ / 2 978 000 t | |

Constats :

Selon l'exploitant, les derniers volumes de productions sont :

- 2023 : 72 000 tonnes
- 2024 (jusqu'à octobre) : 62500 tonnes ou 32000 m³ environ

L'extraction des matériaux n'a été réalisée que dans la zone nord depuis le début de l'autorisation du 26/10/2023 (surface en renouvellement dans le cadre de la nouvelle autorisation environnementale).

L'extraction destinée à la production de matériaux dans la zone sud (surface en extension) n'a pas encore débutée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 1.7.2

Thème(s) : Situation administrative, Montant des garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 5 phases de 5 ans.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

| Périodes | S1 (C1 = 15 555 €/ha) | S2 (C2 = 34070€/ha) | S3 (C3 = 17 775 €/ha) | TOTAL en € TTC (= 1,36) |
|----------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|----------------------------|
| De 1 à 5 ans | 7,3 | 31,1 | 3,4 | 1 679 834 |
| De 6 à 10 ans | 13,6 | 25 | 3,2 | 1 525 100 |
| De 11 à 15 ans | 15 | 23,4 | 3,3 | 1 486 507 |
| De 16 à 20 ans | 16,3 | 23,1 | 2,3 | 1 475 682 |
| De 21 à 25 ans | 18,2 | 20,8 | 2,7 | 1 419 394 |

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état

L'indice TP01 utilisé pour le calcul des montants de référence du tableau ci-dessus est celui en vigueur en juin 2022, soit 129,1.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Constats :

L'acte de cautionnement en cours est d'un montant de 598 706 euros pour la période du 27/12/2022 au 26/12/2027.

Cet acte correspond au montant des garanties financières de la précédente autorisation du 26/12/2012 dont les prescriptions ont été abrogées par la nouvelle autorisation du 26/10/2023. L'acte de cautionnement d'un montant de 598 706 euros est obsolète car il fait référence à la précédente autorisation de 2012.

Non-conformité : absence d'acte de cautionnement des garanties financières relatif à l'exploitation de la carrière selon l'autorisation du 26/10/2023 dont le montant de référence est de 1 679 834 euros (avec l'indice TP01 de juin 2022 de 129,1) pour la phase 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

| |
|--|
| <p>L'acte attestant de la constitution de garanties financières doit être conforme à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>Le montant des garanties financières à constituer pour la phase 1 d'exploitation de la carrière doit être actualisé du dernier indice TP01 connu au moment de l'établissement de l'acte de caution par l'organisme bancaire.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Information des tiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Information des tiers |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le début des travaux, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p> <p>Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un panneau d'information des tiers est présent à l'entrée de la carrière. Il comporte toutes les informations requises. Des panneaux routiers signalent le débouché de la carrière sur la route départementale.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Bornage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bornage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Le procès-verbal de bornage est joint au dossier préalable aux travaux d'extraction définit à l'article 2.3.6.</p> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux</p> |

d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

Constats :

Le bornage des limites du périmètre autorisé a été réalisé le 3 janvier 2024 par un géomètre expert, au niveau des parcelles en extension. L'exploitant dispose du plan de bornage. Le piquetage des limites d'extraction à 10 mètres des limites autorisées, a été réalisé sur la surface en extension (zone d'extraction sud).

Non-conformité: l'exploitant n'a pas encore transmis le procès-verbal au préfet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan et le procès-verbal de bornage sont à transmettre au préfet avec les autres pièces constituant le dossier préalable aux travaux d'extraction conformément à l'article 2.3.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26/10/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières

Prescription contrôlée :

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes dans le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Les zones en exploitation de la carrière sont clôturées (piquets avec fils barbelés) et notamment la partie en extension récemment mise en travaux.</p> <p>L'accès unique à la carrière (par la route départementale) est équipé d'une barrière fermant le site en dehors des périodes d'activités.</p> <p>Des pancartes positionnées sur les clôtures signalent régulièrement le danger et l'interdiction d'entrer sur le site.</p> <p>Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé principalement par l'agent présent dans le local bascule.</p> <p>Une bouée et des panneaux signalant le risque de noyade sont présents à proximité des deux bassins de décantation des eaux au niveau de l'entrée de la carrière (secteur ayant fait l'objet d'un contrôle par l'inspection).</p> <p>Toutefois ces deux bassins ne sont pas clôturés.</p> <p>Non-conformité: la périphérie des bassins de décantation des eaux d'exhaure de la carrière (bassins n° 5 et 6) n'est pas clôturée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sur l'ensemble du site, les bassins de décantation et autres ouvrages de retenue des eaux (puits, fosses...) concourants au fonctionnement de l'exploitation de la carrière doivent être ceinturés par une clôture et disposés de moyens de secours et de pancartes signalant le risque de noyade.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 6 : Eau de ruissellement

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau de ruissellement</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place à la périphérie de cette zone, conformément à l'article 4.3.7 du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En périphérie de la zone d'extraction sud (surface en extension), l'exploitant a mis en place un merlon constitué des terres végétales décapées sur cette zone qui contribue à la dérivation des eaux de ruissellement extérieures hors des surfaces en exploitation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Accès à la voirie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie</p> |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.</p> <p>Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique est signalé et correctement aménagé. La voie de desserte est constituée d'un enrobé jusqu'au local bascule. Il n'a pas été constaté de dépôts de boues ou de matériaux sur la voirie publique.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Dossier préalable aux travaux d'extraction de la surface en extension

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.3.6</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Dossier préalable aux travaux d'extraction de la surface en extension</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction, en trois exemplaires, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document établissant la constitution des garanties financières visé au chapitre 1.7 du présent arrêté ; • les documents attestant de l'exécution de l'ensemble des mesures prévues au chapitre 2.3 du présent arrêté ; • le plan de gestion des déchets d'extraction inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 5.1.2 du présent arrêté, • le plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement prévu au chapitre 3.2 du présent arrêté. <p>L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune concernée la mise en service de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les travaux préparatoires à l'extraction au niveau de la surface en extension (zone d'extraction sud) qui ont consisté au déboisement de toute la surface en extension, au défrichement de la surface correspondant à la première phase d'exploitation et au décapage partiel de la surface correspondant à la phase 1 d'exploitation.</p> <p>Toutefois l'exploitant n'a pas transmis le dossier préalable aux travaux d'extraction au préfet.</p> |

| |
|--|
| Non-conforme : le dossier préalable aux travaux d'extraction de la surface en extension, comportant toutes les pièces requises, n'a pas été adressé au préfet. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dossier doit comporter toutes les pièces requises et mises à jour le cas échéant. L'exploitant doit notifier au maire de la commune de Mont-Saint-Vincent, la mise en service de l'installation (sauf si déjà fait). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Déboisement - défrichement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement - défrichement |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation conformément au dossier et au plan de phasage de défrichement en annexe 3. Le défrichement concerne uniquement la zone d'extraction au sud (surfaces en extension sud). Le titre 11 définit la surface autorisée à défricher et les compensations subordonnées à établir préalablement. Les déboisements et dessouchages devront intervenir en période de moindre sensibilité des espèces, conformément aux mesures d'évitement et de réduction d'impact du titre 12 du présent arrêté. |
| Constats : Toute la surface en extension (dite zone d'extraction sud) a été déboisée de fin octobre à début novembre 2023. La phase 1 du défrichement (correspondant à la phase 1 d'exploitation au niveau de la surface en extension ou zone d'extraction sud) a été réalisée après le passage des archéologues et avant la fin du mois de novembre 2023. Non-conformité: le déboisement n'a pas été réalisé progressivement et uniquement en fonction des besoins d'exploitation (actuellement au démarrage de la phase 1). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le défrichement (dessouchage) de la phase 2 est à prévoir en fin d'extraction de la phase 1 et celui de la phase 3 en fin d'extraction de la phase 2 conformément aux plans en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26/10/2023. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Décapage des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2023, article 2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains

Prescription contrôlée :

Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et en accord avec les plans de phasage.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux terres de découverte. L'horizon humifère et les terres de découverte sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin qu'ils conservent leurs qualités agronomiques.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte et les stériles de production utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation de merlons et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Constats :

Selon l'exploitant, la surface correspondant à la phase 1 d'extraction en zone sud n'a fait l'objet que d'un décapage partiel sur une bande d'environ 60 m * 15 m et sur 40 cm de profondeur. Les matériaux décapés constitués principalement de terres végétales ont été mis en stock sous forme d'un merlon périphérique à la surface en exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite